



MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

**LOCATION ET MAINTENANCE DE MODULES DE STOCKAGE ET
PRODUCTION A TEMPERATURE DIRIGEE ET DE CELLULES DE
REFROIDISSEMENT**

Référence : MS 2025-006

CROUS BRETAGNE
Direction de la Restauration
7 Place Hoche - CS 26428
35064 RENNES CEDEX
N° SIRET : 183500032 00010

Le présent document comporte 12 pages numérotées de 1 à 12.

SOMMAIRE

Table des matières

ARTICLE 1 ACHETEUR	3
ARTICLE 2 OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 DUREE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 FORME DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 5 DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ	4
ARTICLE 6 PARTIES CONTRACTANTES.....	4
ARTICLE 7 DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	5
ARTICLE 8 DEVELOPPMENT DURABLE ET DIMENSION SOCIALE.....	5
ARTICLE 9 OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISIONS	5
ARTICLE 10 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	5
ARTICLE 11 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 12 MODALITES DE FACTURATION-DELAÏ GLOBAL DE PAIEMENT	7
ARTICLE 13 PRESTATIONS SIMILAIRES OU COMPLEMENTAIRES	8
ARTICLE 14 DISPOSITIONS DIVERSES	8
ARTICLE 15 PENALITE-EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE	10
ARTICLE 16 RESILIATION	11
ARTICLE 16 DIFFERENDS.....	11
ARTICLE 17 LITIGES.....	11
ARTICLE 18 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	11
ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	12

ARTICLE 1 ACHETEUR

Dénomination et adresse officielles de l'acheteur public, pouvoir adjudicateur du présent marché :

Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) Bretagne
7, Place Hoche - CS 26428 - 35064 RENNES Cedex

Type d'acheteur : Établissement public à caractère administratif (EPA), chargé principalement de l'aide sociale, de l'accueil des étudiants internationaux, du logement pour étudiants, de la restauration universitaire et de la vie culturelle étudiante.

SIRET : 183500032 00010

La personne représentant le pouvoir adjudicateur est Monsieur le Directeur Général du CROUS Bretagne.

ARTICLE 2 OBJET DU MARCHE

Le présent accord-cadre a pour objet la location et l'entretien et la maintenance de modules pour la mise en place provisoire d'un moyen de production culinaire.

La fermeture provisoire du Restaurant Universitaire de l'Étoile aura un impact non négligeable sur la restauration universitaire rennaise. Le présent marché a pour but d'assurer la continuité de la production des repas au sein du restaurant universitaire de l'Astrolabe (Campus de Beaulieu).

L'objectif de production visé est un volume de :

- 2500 repas classiques / jour
- Plus de 1000 sandwiches / jour
- Plus de 250 salades / jour

ARTICLE 3 DUREE DU MARCHE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 6 mois à compter du 25 aout 2025 jusqu'au 28 février 2026. Le matériel doit être opérationnel au plus tard le 25 aout 2025.

L'accord cadre pourra être reconduit une fois par décision expresse pour une durée de 6 mois soit jusqu'au 25 aout 2026.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la notification de la décision, un mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

L'absence de reconduction de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur n'ouvrira droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

ARTICLE 4 FORME DU MARCHE

Les présentes prestations sont passées sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre passé avec un montant maximum en application des article L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique. Il fixe

les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le marché est financé en totalité sur les ressources propres du CROUS Bretagne.

ARTICLE 5 DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHÉ

Le présent marché est soumis au code de la Commande Publique et aux lois, règlements et principes généraux du droit consacré par la jurisprudence et régissant les marchés publics. Plus généralement, le titulaire est tenu de respecter l'intégralité de la législation et de la réglementation française et européenne applicable au présent marché, de mettre en œuvre et de se conformer à l'ensemble des dispositions en vigueur ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation. Il ne saurait se prévaloir de l'absence de référence, dans les pièces du marché, à un texte réglementaire, législatif ou à des normes pour prétendre s'y soustraire. Le non-respect de cette obligation entraînera la résiliation sans indemnité du marché aux torts exclusifs du titulaire.

5.1 Pièces constitutives du marché

Le présent accord-cadre est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

Documents particuliers

- L'acte d'engagement
- Le présent cahier des clauses administrative particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Les autres documents remis par le titulaire dans son offre en réponse au présent marché
- Les bons de commandes établis successivement selon les besoins

Documents généraux

- Le cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 qui s'applique, sous réserve de dérogations prévues au présent CCAP.

L'ordre de priorité des documents implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, seront prise en considération et seront donc applicables les dispositions correspondantes figurant dans le document cité prioritairement.

ARTICLE 6 PARTIES CONTRACTANTES

Un marché public est un contrat conclu entre un pouvoir adjudicateur et un titulaire :

- le pouvoir adjudicateur est le CROUS de Rennes-Bretagne (personne morale de droit public)
- le titulaire est l'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur

La personne représentant le pouvoir adjudicateur est le représentant légal de la personne publique, à savoir Monsieur le Directeur Général du CROUS Bretagne. Il pourra désigner une ou plusieurs personnes pour le représenter dans l'exécution du marché.

De même, le titulaire du marché doit désigner une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de celui-ci. Cette ou ces

personnes doivent disposer du savoir-faire, de la compétence, de l'autorité et des pouvoirs suffisants pour assurer la bonne exécution du présent marché.

ARTICLE 7 DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

Le titulaire s'engage à mobiliser des moyens matériels et humains au moins équivalents à ceux proposés dans son mémoire technique.

Le titulaire s'engage à laisser les lieux propres et libres de tout déchet pendant et après l'exécution des prestations, et à assurer la protection des équipements jusqu'à la livraison complète et l'admission du matériel.

Les frais de réparation de toute dégradation des ouvrages existants ou en construction, causés par le titulaire, seront à sa charge.

Le titulaire doit fournir un manuel d'utilisation et d'entretien en français du matériel lors de la mise en service.

ARTICLE 8 DEVELOPPMENT DURABLE ET DIMENSION SOCIALE

Le titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des prestataires susceptibles d'être affectés ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Il s'engage également à mettre en place des mesures d'économie d'énergie au sein de l'entreprise et à recourir à des prestataires limitant les effets sur l'environnement et respectant la sécurité des agents.

ARTICLE 9 OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISIONS

Les opérations de vérification et de décisions après vérifications sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Les vérifications et admissions conditionnent le paiement des prestations.

Les décisions éventuelles de réfaction ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant ait été entendu.

Sous réserve des vices cachés qui pourraient être découverts ultérieurement, l'admission est prononcée par le Directeur Général du CROUS Bretagne ou son représentant et prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

L'admission est matérialisée par la rédaction d'un certificat d'admission qui est transmis par courrier électronique au titulaire. Le titulaire dispose de 10 jours calendaires après notification pour contester la date d'admission prononcée par le Directeur Général du CROUS ou son représentant. Passé ce délai, la date d'admission est réputée acceptée par le titulaire.

ARTICLE 10 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

10.1. Contenu des prix

Les prestations du présent accord-cadre à bons de commande seront réglées par application du bordereau des prix unitaires (BPU).

Sauf application de la clause de variation des prix, les prix unitaires fixés dans l'accord-cadre ne pourront en aucun cas être rehaussés par le titulaire.

Le prix obtenu comprend la fourniture, le transport, la livraison, la mise en service du matériel ainsi que l'entretien et la maintenance tels que décrits au CCTP. Il comprend également, si nécessaire, les frais de conseil et les frais d'établissement des devis et plan d'implantation.

Obsolescence des matériels

Si un matériel présent dans l'offre du titulaire est obsolète (n'existe plus ou n'est plus commercialisé), le titulaire s'engage à proposer un matériel présentant des caractéristiques techniques équivalentes au même prix que le matériel obsolète, et ce dans le respect des conditions contractuelles du présent marché.

10.2 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

10.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date des remises des offres telle qu'indiquée dans le règlement de consultation pour l'accord-cadre ; ce mois est appelé « mois zéro ».

10.2.2 Modalités des variations des prix

Les prix unitaires du BPU sont fermes pour toute la durée du marché.

10.2.3 Opérations promotionnelles

Lors d'opérations promotionnelles organisées par le titulaire, s'il s'avère que le prix promotionnel est inférieur au prix résultant de l'application des dispositions du marché, le titulaire s'engage à appliquer de manière systématique le prix promotionnel. Les matériels ainsi livrés n'en restent pas moins dans le cadre du marché sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

10.3 Avances et acomptes

Une avance sera accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique, sauf renonciation de sa part. Le montant de l'avance s'élève à 10% du montant des prestations.

Il n'est prévu aucun versement d'acompte au titre du présent marché.

ARTICLE 11 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1- Communication entre le CROUS et les titulaires

En application des articles 1126 et 1366 du code civil, la Direction Administrative et Financière du CROUS Bretagne communiquera auprès du titulaire au moyen de courriers électroniques envoyés à partir de la plateforme PLACE ou de l'adresse achat@crous-rennes.fr vers l'adresse de référence indiquée par le titulaire sur l'acte d'engagement. Les titulaires acceptent donc l'usage de ce moyen et reconnaissent la valeur probante des écrits transmis par courrier électronique.

Le titulaire doit accuser réception du courrier électronique qui a été adressé dans les 3 jours. La date de notification du courrier est la date de l'accusé de réception. A défaut d'accusé de réception dans les 3 jours, la date de notification est contractuellement fixée à la date de l'envoi du courrier électronique augmentée de 3 jours calendaires.

En cas de délai contractuel à respecter, celui-ci débute à la date de notification du courrier électronique.

11.2- Commandes

Les commandes, correspondant aux besoins des établissements du CROUS de Rennes-Bretagne et aux dispositions du présent marché, sont passées au moyen de bons de commande qui comportent notamment :

- le numéro du marché
- le numéro du bon de commande
- l'identification du titulaire
- le lieu de livraison
- la désignation de la fourniture
- le prix unitaire hors TVA
- le montant de la TVA
- le montant total TTC

Les bons de commande sont signés par toute personne habilitée à cet effet (la signature peut être manuscrite ou électronique).

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les prestations prévues par le présent marché peuvent donc s'exécuter après la fin du marché.

ARTICLE 12 MODALITES DE FACTURATION-DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

12.1 – Présentation et transmission des factures

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la Commande Publique.

La transmission des factures s'effectue via le portail de facturation Chorus Pro accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires à la transmission des factures au CROUS de Rennes-Bretagne via Chorus Pro sont les suivantes :

- Identifiant du CROUS de Rennes-Bretagne : 18350003200010
- N° d'engagement juridique : MS2025-006
- Code service : 1013

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communauté.chrous-pro.gouv.fr/>

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L. 2192-10 du Code de la Commande Publique.

12.2 – Délai global de paiement et intérêt moratoires

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, et selon les dispositions des articles L. 2192-10 à 15 et R. 2192-10 à 36 du Code de la Commande Publique. Le délai de paiement est de 30 jours. Il commence à courir à partir de la date de dépôt de la facture sur Chorus Pro si la prestation facturée est complète et admise. En cas de prestation incomplète, le délai est suspendu jusqu'à son exécution totale. Le délai de paiement peut être interrompu en application des dispositions de l'article R. 2192-27 du Code de la Commande Publique.

Le délai de paiement est égal au délai de mandatement de l'ordonnateur et au délai de règlement du comptable public. Il ne tient pas compte des délais bancaires.

Lorsque les sommes dues ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 €.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 13 PRESTATIONS SIMILAIRES OU COMPLEMENTAIRES

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le CROUS Bretagne se réserve la possibilité de réaliser des prestations complémentaires avec le titulaire du marché sans publicité ni mis en concurrence préalables. Les prix appliqués à ces prestations éventuelles devront être en cohérence avec le prix du marché.

ARTICLE 14 DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai par tous les moyens permettant d'attester la date d'envoi et la date de réception.

Dans ce cadre, le courrier électronique via la plateforme PLACE est le mode de transmission privilégié.

14.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

14.3 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre au CROUS avant notification du marché et ensuite sur simple demande écrite une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

14.4 Cessation ou nantissement

Les créances concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-45 à 59 du code de la commande publique.

Les personnes chargées de fournir les renseignements mentionnés aux articles R. 2191-60 à 62 du code de la commande publique est le Directeur Général du CROUS de Rennes-Bretagne.

14.5 Confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations auquel il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. De ce fait, le titulaire doit informer son personnel qu'il est astreint à observer toutes les obligations relatives au secret professionnel et à l'obligation de discrétion concernant les informations et les documents dont il a eu connaissance lors de l'exécution du présent marché. Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, pourra entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Réciproquement, le CROUS s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire, sauf si leur divulgation a été rendue obligatoire par une institution compétente.

14.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au CROUS les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- aux personnes ayant qualité pour le représenter
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à sa raison sociale ou à sa dénomination
- à son adresse ou à son siège social
- à son numéro SIRET

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées au CROUS. Un avenant pourra être nécessaire pour formaliser ces modifications.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire est concerné, il remet au CROUS avant la notification du marché et ensuite tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou 7 et D. 8254-2 à 5 du Code du Travail.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSi » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et 7 du Code du Travail
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du Code du Travail ; cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

ARTICLE 15 PENALITE-EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE

15.1 Régime d'application des pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Elles ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du CROUS de prononcer toute autre sanction contractuelle.

Les pénalités sont cumulables. Elles s'entendent nettes de taxe.

Les pénalités peuvent être retenues sur les paiements à verser au titulaire, ou faire l'objet d'une facturation.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

15.2 Pénalité pour retard

Lorsque la totalité des prestations n'a pas été réalisée dans le délai contractuel par le fait du titulaire, celui-ci encourt des pénalités pour retard. Ces pénalités commencent à courir dès que la date contractuelle est dépassée, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{30}$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur en € hors TVA des prestations en retard

R = nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, cette pénalité peut atteindre le montant total (net de taxes) des prestations en retard.

15.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le CROUS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 16 RESILIATION

Conformément aux dispositions du CCAG-FCS, le CROUS se réserve la possibilité de résilier le marché pour les motifs suivants :

- en cas de survenance d'anomalies ou manquements répétés ; dans ce cas, le CROUS adresse au titulaire, par tout moyen utile, une mise en demeure précisant la sanction envisagée ; le titulaire dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées ; si la mise en demeure reste infructueuse ou en cas de répétition de fautes du titulaire, le marché est résilié aux torts du titulaire et sans indemnisation
- en cas de fausse déclaration ou falsification de documents ; le marché est résilié aux torts du titulaire, sans préjuger d'éventuelles poursuites
- en cas d'inexactitude ou d'absence de documents ou de renseignements obligatoires prévus par les différentes réglementations encadrant le présent marché

ARTICLE 16 DIFFERENDS

Le CROUS et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le CROUS et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à 24 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 17 LITIGES

Le présent marché public est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au Tribunal Administratif de Rennes pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché.

ARTICLE 18 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

18.1 Traitement des données à caractère personnel des candidats

Les données à caractère personnel concernant le titulaire sont collectées par le CROUS de Rennes-Bretagne aux fins d'évaluer leur candidature dans le cadre du présent marché.

Les données personnelles des candidats sont destinées uniquement au CROUS de Rennes-Bretagne. Elles seront conservées pendant toute la procédure de l'appel d'offre et supprimées au bout de cinq ans à compter de la fin de cette période.

Conformément à la législation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, les candidats disposent d'un droit d'accéder aux données les concernant ou de demander leur effacement. Les candidats disposent également d'un droit de rectification, d'opposition, ainsi qu'un droit à la portabilité de leurs données et un droit à la limitation du traitement de leurs données.

Pour exercer l'un de ces droits ou pour toute information complémentaire sur la gestion de leurs données par le CROUS de Rennes-Bretagne, les candidats peuvent adresser leur demande à dpo@crous-rennes.fr et à achat@crous-rennes.fr

Toute demande doit préciser le motif de celle-ci ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la réponse et être accompagnée de la copie recto verso d'une pièce d'identité, en cours de validité et portant signature du demandeur.

Une réponse sera adressée au candidat dans un délai maximum d'un mois, à compter de la date de réception de sa demande ; ce délai pouvant être prolongé de deux mois en raison de la complexité et du nombre de demandes.

Si toutefois le candidat estime, après avoir contacté le DPO (délégué à la protection des données) du CROUS de Rennes-Bretagne, que ses droits « Informatique et Liberté » ne sont pas respectés, il aura la possibilité d'adresser une réclamation à la CNIL.

18.2 Obligations du titulaire liées aux données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter pour ce qui le concerne toutes les dispositions du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (« RGPD ») qui lui incombent à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En particulier, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la confidentialité et la sécurité des traitements de données personnelles transmises par le CROUS de Rennes-Bretagne et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

ARTICLE 19 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG FCS, aucune liste de dérogation au CCAG n'est décrite dans le présent CCAP.